



## Déclaration liminaire au CTL du 25 octobre 2019

Monsieur le Président,

Le calendrier bouge, rebouge, les échéances approchent, les idées nouvelles se bousculent, et le tout converge vers un seul but : rationaliser, imposer, supprimer, réformer, culpabiliser.

Du négatif, seulement du négatif, oubliés les valeurs humaines, l'esprit d'équipe, la volonté de construire un avenir commun où chacun y gagne et non une minorité au détriment de l'ensemble.

Les grandes carrières des uns au détriment d'absence de débouchés pour les autres, la perte de sens du travail, la robotisation des process, la déshumanisation est en marche et rien ne semble pouvoir l'endiguer. L'être humain n'est plus, la rentabilité frappe nos services publics en plein cœur.

Nous comprenons la tâche ardue qui est la vôtre, monsieur le directeur, ainsi que votre service d'état-major en ordre de marche. Nous savons pertinemment que vous recevez des ordres d'en haut, qu'il convient de les respecter avec célérité.

Nous savons qu'il est impensable de contrarier des plans préparés depuis fort longtemps, même si nous ne sommes pas dupes sur leur volonté réelle, des soustractions toujours des soustractions.

Nous ne vivons pas la meilleure période de notre histoire, quoique tout dépend du côté où nous nous situons. En route vers les sommets ou appliqués à défendre le collectif. Le malheur des uns fait toujours le bonheur des autres.

Nous comprenons qu'il est fort difficile de satisfaire tout le monde, les intérêts dans cette histoire sont bien trop opposés pour qu'il puisse en être autrement.

Nous saluons l'énergie que met la Direction Générale à faire appliquer ses objectifs par les agents d'une administration en pleine restructuration/punition, nous ne savons plus que penser. Cette énergie que nous aurions aimé apercevoir dans une concertation partagée et ouverte pour l'avenir de notre maison DGFIP. Ce doux rêve qui nous anime, la défense d'un service public de qualité au service de l'humain, dans le respect de ses agents, s'effrite lentement mais sûrement. Nous le constatons, nous vous informons, alertons, inquiétons mais le bruit de nos doléances ne semble provoquer aucun écho dans les plus hautes sphères. Le temps est maussade, l'avenir orageux, et aucune éclaircie ne semble pouvoir inverser la tendance : nous allons tout droit dans le mur.

Alors que faire ?

Pour rappel, Monsieur le directeur, les personnes qui se présentent devant vous ont été élus il y a près d'un an. En tant que représentant syndicaux, nous représentons l'ensemble des sensibilités de vos agents et avons comme devoir d'alerter, d'échanger, d'informer sur l'actualité de notre maison commune.

Cependant, notre mission est mise à mal depuis fort longtemps par une remise en cause permanente de notre rôle, le CTL n'est plus qu'une chambre d'enregistrement, nous ne venons que pour écouter la bonne parole et simplement pour informations, sans pouvoir réellement donner notre avis, tout est déjà cadré, décidé, ficelé.

Notre inquiétude concernant le dialogue social n'est pas nouvelle, et la pseudo-concertation relative au Nouveau réseau de Proximité ne fait qu'accroître ce constat. La DG navigue à vue, sans écouter les alertes de ses matelots et fonce tout droit vers cet iceberg digne du TITANIC, et pendant ce temps l'orchestre continue à jouer sa plus belle partition.

Le 14 octobre dernier, notre directeur général, pensant sûrement apaiser la foule décide de nous exposer les orientations stratégiques dans le cadre de la démarche de contractualisation.

Synergie, efficacité, efficience, modernisation, mutualisation, réformes, co working, flex office, mobiliser les cadres, renforcer l'adhésion des agents etc. ces mots vides de sens, abstraits, répétés depuis si longtemps ne sont plus audibles pour la grande majorité de vos agents, ils n'en peuvent plus d'être baladés, infantilisés, déresponsabilisés, ils veulent être écoutés !!!

La Direction Générale a trop longtemps capitalisé sur son réseau, l'implication de ses agents, leur conscience professionnelle, leurs connaissances, leur investissement, pour quel retour ? Rien ! Pire : perte de rémunération, perspectives de carrières proche du néant, dévalorisation de l'estime de soi, verticalité des décisions...et la liste est loin d'être exhaustive.

Lors de la dernière journée de mobilisation du lundi 16 septembre, les personnels des Finances publiques se sont massivement mobilisés pour exprimer leur ras-le-bol face à une situation de plus en plus dégradée à la DGFIP et pour exiger un renforcement du service public fiscal, financier et foncier, avec près de 36 % des personnels en grève. Le niveau de mécontentement ne cesse de croître et devrait vous inquiéter pour des agents habitués à ne plus se mobiliser.

Les taux de grève ont atteint des niveaux inégalés depuis le conflit social de 2000 (grève dans les ex-directions générales des impôts et de la comptabilité publique). Cela confirme ainsi la forte mobilisation des personnels qui répondent à l'appel de l'intersyndicale DGFIP.

Au plan local, le dialogue social se résume en une phrase quasi biblique « venez, écoutez, souriez et repartez paisiblement répandre la bonne parole ».

Même au sein de la direction où les restructurations continuent, il n'y a guère plus d'échanges et de concertations comme nous le montre la pétition des agents du service « dépense de rémunérations ».

Nous ne sommes pas dupes, le temps de la concertation n'est pas un temps de répit, à travers vos dernières tournées dans les petits postes comptables afin de vouloir rassurer les agents sur les prochaines fermetures, vous avez généré plus d'inquiétudes auprès des agents que vous ne les avez rassurés. Actuellement, la hiérarchie départementale est plus perçue comme un facteur anxiogène et déstabilisant tel un pompier pyromane, que comme un modèle fédérateur à suivre.

Même revue à la baisse la DGFIP reste toujours bon élève en termes de suppression d'emplois, ça suffit !!! Nos services sont exsangues, nos collègues croulent sous la masse de travail, ils attendent de vous du soutien, de l'accompagnement, de la reconnaissance, de la valorisation, et retrouver du sens dans leur travail quotidien.

Comprenez ceci : le plan DARMANIN est une régression sans précédent pour notre administration et tous les efforts en communication que vous effectuez ne sont que les symptômes d'un mal profond, non traité, à savoir un objectif purement comptable et financier d'économies toujours plus grandes au détriment de la qualité du service public et de la santé physique et mental des personnels.

Non, monsieur le directeur, il faut arrêter avec cette communication fallacieuse, nous ne pouvons pas faire plus encore et encore avec autant de suppressions d'emplois, des carrières à l'arrêt, des agents démotivés, déresponsabilisés, remis en cause personnellement et collectivement. Nous ne pouvons cautionner cela, ainsi nous ne siégerons donc pas à la seconde convocation de ce CTL prévu ce jour et nous demandons :

- le retrait du plan DARMANIN
- l'arrêt des suppressions d'emplois
- la revalorisation des traitements indiciaires à hauteur de la perte subie depuis 2010

Nous appelons sur ces bases à l'unité syndicale et à la grève jusqu'à satisfaction de nos revendications et appelons tous les personnels à soutenir la grève du 14 novembre prochain à Paris.

Les élus FO et CGT.

